

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT

Bureau de l'Environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE

du 5 janvier 2005

**imposant à la Compagnie Rhénane de Raffinage (C.R.R.) à Reichstett
l'avis d'un tiers expert sur le système de gestion de la sécurité mis en place dans ses installations**

**Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin**

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er}, et notamment son article L 514-1,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment son article 3.5 qui stipule que « lorsque l'importance des dangers ou inconvénients de l'installation le justifie, le Préfet peut exiger la production au frais du demandeur, d'une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuées par un organisme extérieur, expert choisi avec l'administration » et son article 18 relatif aux arrêtés complémentaires,
- VU** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU** la circulaire ministérielle du 10 mai 2000 relative à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article IV « recours à un tiers- expert »,
- VU** les actes administratifs antérieurs réglementant l'exploitation par la CRR d'une raffinerie de pétrole à Reichstett et Vendenheim et notamment l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001
- VU** l'étude des dangers du site remise 31 mai 2001,
- VU** le rapport du 16 novembre 2004 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace (DRIRE d'Alsace) chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis favorable du Conseil départemental d'Hygiène du 2 décembre 2004

CONSIDÉRANT les risques présentés par l'établissement et l'environnement des installations

CONSIDÉRANT qu'il s'est produit sur le site de la raffinerie plusieurs incidents et accidents depuis le début de l'année 2004, entraînant notamment la livraison à des particuliers de produits pétroliers susceptibles de provoquer des dommages graves lors de leur utilisation, des incendies et explosions dans des parties d'installations, des dégagements à l'atmosphère de produits inflammables

CONSIDÉRANT que l'arrêté susvisé du 29 novembre 2001 imposait dans son article 15.1. la mise en place d'un système de gestion de la sécurité comprenant, a minima, les dispositions mentionnées en annexe III de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de démontrer que ce système de gestion de la sécurité est opérationnel et permet de réduire les risques de la raffinerie ainsi que les effets d'un accident susceptible d'intervenir,

CONSIDÉRANT de ce fait le système de gestion de la sécurité mis en place par l'exploitant , et exposé dans son étude des dangers, nécessite d'être soumis à un examen critique par un organisme qualifié.

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ d'application

La COMPAGNIE RHÉNANE DE RAFFINAGE (C.R.R.), dont le siège social est Route Départementale 37, à 67116 REICHSTETT, ci-après désignée par : « l'exploitant », est tenue de faire procéder, par un tiers expert compétent, à un examen critique de son système de gestion de la sécurité, tel qu'il est défini par l'article 15.1 de son arrêté préfectoral du 29 novembre 2001, reprenant les dispositions de l'annexe III de l'arrêté du 10 mai 2000.

Cette analyse devra notamment comporter un avis, assorti des éventuelles améliorations à apporter, portant sur les points définis ci-dessous :

- Caractère adapté et suffisant des moyens d'analyse des incidents, accidents et presque accidents et du retour d'expérience,
- Caractère adapté et suffisant du contrôle en exploitation, notamment en phase transitoire,
- Caractère adapté et suffisant de la politique de maintenance et des moyens de suivi de la maintenance des matériels, notamment ceux classés comme importants pour la sécurité, notamment au regard du vieillissement des équipements,.

Le cahier des charges de la tierce expertise sera soumis à l'accord de l'inspection des installations classées.

Le tiers expert sera choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Article 2 : délai de remise

- Un premier rapport provisoire sera transmis à l'inspection des installations classées dans **un délai de 4 mois**,
- Les conclusions du tiers expert seront transmises au Préfet dans **un délai de six mois**, à compter de la date de notification du présent arrêté, accompagnées des propositions de suites de l'exploitant.

Article 3 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer au présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'environnement.

Article 4 : Publicité

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Reichstett et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 5 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 : Exécution - Ampliation

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

- le Commandant du Groupement de gendarmerie,
 - les inspecteurs des installations classées de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la Compagnie Rhénane de Raffinage.

LE PRÉFET

Délais et voie de recours (article L 514.6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...) dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.